



Déclaration de la FNEC-FP FO au CDEN du jeudi 7

Septembre 2023

Monsieur le Préfet,

Monsieur le Directeur académique, à qui nous souhaitons la bienvenue dans le département de la Moselle,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

En cette rentrée scolaire, ce CDEN est l'occasion de rappeler que l'École publique manque de tout : d'enseignants évidemment, mais également d'AESH, d'AED, de médecins, d'infirmières, de personnels administratifs... L'agitation tous azimuts depuis plusieurs semaines du nouveau ministre elle-même le confirme !

Les problèmes liés à la question de l'attractivité du métier sont indéniables : la démission des enseignants est devenue une réalité inquiétante et ce phénomène ne cesse de s'aggraver d'année en année. Ce n'est pas le recours au recrutement de contractuels, pour certains « job-datés » en urgence à quelques jours de la rentrée, qui comblera le vide laissé par le départ de nombreux enseignants et le manque de candidats aux concours de recrutement. Dans un contexte d'austérité et d'inflation, les tâches confiées aux enseignants ne cessent d'augmenter à l'inverse de leur pouvoir d'achat qui s'effondre.

Le ministère a demandé aux directeurs d'école et chefs d'établissement de distribuer aux personnels et aux parents d'élèves des flyers pour promouvoir ses contre-réformes qui tentent de mettre en avant le pacte, les réformes du collège, du lycée et de la voie professionnelle, alors qu'ils ont en commun d'être rejetés par les personnels, comme sont rejetées toutes les mesures de destruction de l'École. Les personnels ne sont pas là pour transmettre la propagande du gouvernement. Le syndicat ID-FO des chefs d'établissement et le SNUDI-FO avec la FNEC FP-FO, recommandent de ne pas diffuser ces documents.

En essayant de promouvoir les missions du « Pacte », et alors que tous les salariés de ce pays sont pris à la gorge par l'inflation, le ministre Attal tente un coup de force qui oppose les parents d'élèves et les personnels, notamment en insistant sur la « revalorisation » des enseignants, qui est pourtant loin de compenser l'inflation. Personne n'est dupe.

Devant la résistance des personnels face au « Pacte », le gouvernement s'en remet à cette propagande insupportable, voire mensongère.

Les personnels ont compris le danger du « pacte » qui est une nouvelle attaque contre les statuts pour mettre au pas les personnels et constitue la dernière mouture du « travailler plus » pour tenter de perdre un peu moins. Ils réclament 10% de revalorisation indiciaire immédiate, pour tous, sans contrepartie ainsi que l'ouverture de négociations pour rattraper 27.5% de perte de pouvoir d'achat, évidemment sans nouvelles missions.

La rentrée, c'est aussi l'entrée en application, le 1^{er} septembre, de la réforme des retraites. Une réforme rejetée par la majorité de la population et imposée sans débat et sans vote.

Fuir le débat, c'est ce que fait aussi le gouvernement en matière d'éducation. Il est important de souligner qu'au lieu de répondre aux revendications légitimes des personnels de l'Éducation nationale sur les conditions de travail et la rémunération, le Président Macron et le Ministre Attal enchaînent les provocations : rentrée scolaire le 20 août pour les élèves en difficulté - mentant effrontément sur la durée des vacances - et donc pour tout ou partie des personnels ou encore interdiction du port de l'abaya que le Ministre de l'Éducation nationale a décidé de définir comme un vêtement religieux.

Respecter la Laïcité, ce serait ici en Moselle, commencer par abroger le statut scolaire d'exception d'Alsace-Moselle !

Non seulement l'annonce d'interdiction des abayas et des qamis est une mesure de diversion qui détourne l'attention des vrais problèmes de la rentrée, notamment le manque de personnels et les conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, mais c'est aussi un instrument au service du chaos que le gouvernement veut imposer pour diviser, séparer, mettre au pas. Ce faisant il place les personnels, en particulier de direction et de vie scolaire, en grande difficulté.

Nous ne pouvons pas tolérer cette instrumentalisation de questions sociétales pour masquer les problèmes systémiques qui minent notre système éducatif. La FNEC FP FO ne tombera pas dans le panneau de la division et ne détournera pas les yeux des vrais combats : l'arrêt des mesures de territorialisation de l'Ecole et la privatisation de celle-ci. Il est temps que le gouvernement reconnaisse l'urgence de la situation et prenne des mesures concrètes pour soutenir les demandes des acteurs de terrains des établissements scolaires.

La FNEC FP-FO revendique une augmentation immédiate des salaires (10% tout de suite sans contrepartie), le retrait du « Pacte », la création des postes statutaires nécessaires, l'arrêt du démantèlement de l'enseignement spécialisé, l'abrogation de Parcoursup et du bac Blanquer, le retrait de la réforme des lycées professionnels, un vrai statut pour les AESH, distinct de celui des AED, l'abrogation de la loi Rilhac et celle de la réforme Macron des retraites.

Concernant les ajustements de rentrée de carte scolaire pour lesquels nous nous réunissons aujourd'hui, nous demandons qu'aucune fermeture ne soit prononcée lors de ce CDEN pour ne pas désorganiser les équipes.